

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO-ERA-2025-12-417-SG
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 15 décembre 2025 s'inscrit dans le cadre du récolement de la mise en demeure prise à l'encontre de STEINER le 23 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de ST Marcel.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liquides inflammables	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Astreinte	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2023, la société STEINER a indiqué avoir travaillé pour réduire les risques à la source présentés par les liquides inflammables utilisés et stockés sur son site (liquides de mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, liquides de point éclair entre 60 et 93°C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3, comme précisé à l'article I.2 de l'arrêté ministériel du 24/09/20 modifié).

* Elle a remplacé certains liquides parmi les plus inflammables par des produits de points éclair plus élevés,

* Elle a réduit les quantités de liquides inflammables stockés sur son site, ce qui a permis de passer du régime d'enregistrement sous la rubrique 4331 au régime de déclaration sous les rubriques 1436 et 4331, acté par arrêt préfectoral complémentaire du 29 février 2024.

* Elle a également centralisé les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables de point éclair inférieur à 60°C dans une armoire spécifique (équipée de rétention, de détection, de système d'extinction poudre automatique).

Lors de cette inspection de décembre 2025, l'exploitant a communiqué un état des stocks prouvant que des liquides de point éclair entre 60 et 93°C sont stockés dans "l'aire extérieure en-

cours" et dans le "hangar inflammable", sans qu'aucune de ces aires de stockage ne dispose de dispositif permettant de limiter une nappe en feu et de respecter par conséquent les hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers. Il y a donc un risque de propagation d'un incendie dans l'usine.

Le 2ème alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/23 n'étant pas respecté, l'inspection **propose au préfet d'imposer à l'exploitant une amende et une astreinte financière, avec un délai de carence de 6 mois** pour la réalisation des travaux. L'exploitant transmettra à l'inspection la/ les solution(s) technique(s) sélectionnée(s) afin de retenir la surface en feu au niveau des stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de point éclair entre 60 et 93°C "hangar inflammables" et "Aire extérieure en cours", et justifiera de la cohérence de l'aménagement de ces stockages avec les modélisations de l'EDD.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liquides inflammables

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux textes LI
Prescription contrôlée : La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021, en remettant sous 3 mois à l'inspection des installations classées une étude précisant les travaux nécessaires pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions des arrêtés ministériels encadrant ses stockages de liquides inflammables;• les dispositions des articles 1.3, 7.5.3 et 7.6.10.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010, en aménageant et exploitant ses stockages de récipients mobiles de liquides inflammables conformément à l'étude de dangers du site (dernière révision de mars 2020) ; en cas d'épandage, la nappe maximale susceptible d'être en feu doit correspondre aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe; L'"Aire extérieure en cours" de récipients mobiles de liquides inflammables est aménagée de manière à respecter ces dispositions sous 3 mois . Le "hangar inflammables" contenant des récipients mobiles de liquides inflammables est aménagée de manière à respecter ces dispositions sous 1 an . Sous 3 mois , l'exploitant précise à l'inspection des installations classées les solutions techniques retenues pour respecter ces dispositions. <ul style="list-style-type: none">• sous 6 mois : les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, en disposant d'une stratégie de lutte contre l'incendie de ses stockages de liquides inflammables qui puisse être mise en œuvre à tout moment, que le site soit en activité ou à l'arrêt. Dans le cas où cette stratégie prévoit un recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours, le concours de ces derniers est sollicité

auprès du préfet **au maximum sous 3 mois**. Il implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre au SDIS d'élaborer le cas échéant une réponse opérationnelle adaptée.

Constats :

Concernant le 1er point de la mise en demeure:

L'exploitant a sollicité l'inspection en 2023 afin de modifier sa situation administrative. Par Arrêté Préfectoral Complémentaire du 29 février 2024, le site est désormais classé sous le régime de la déclaration pour les rubriques de liquides inflammables 4331, 1436 et 4734. Pour rappel, le site était auparavant classé sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 4331, et n'était pas classé sous la rubrique 1436.

Les stockages de liquides inflammables sont désormais encadrés par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

L'exploitant a joint à la notice de réexamen EDD du site déposée le 08 octobre 2025, le bilan de conformité à cet arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié.

Un plan d'actions pour se conformer aux prescriptions de cet arrêté ministériel conclut l'EDD mise à jour.

2e point de la mise en demeure:

Au regard de l'état des stocks présenté le jour de l'inspection de décembre 2025, et des constats faits lors du tour terrain, les liquides inflammables de point éclair inférieur à 60°C sont dorénavant stockés dans une armoire spécifique "liquides inflammables" coupe-feu 2 heures équipée de rétention et dispositif d'extinction poudre sans intervention humaine.

Mais les dénommés "hangar inflammable" et "aire extérieure en cours" dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021 contiennent toujours des liquides inflammables, de points éclair entre 60 et 93°C. Aucune de ces aires de stockage ne dispose de dispositif permettant de limiter une nappe en feu et de respecter par conséquent les hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers.

Lors de l'inspection du 22/12/22, un test grandeur nature de mise en œuvre de moyens mobiles simulant un incendie au niveau de "l'Aire extérieure en cours" de récipients mobiles de liquides inflammables avait mis en évidence que la nappe générée s'étendrait sur une surface plus importante que celle de 112 m² que l'exploitant avait retenue dans son étude de dangers (révision de mars 2020) comme hypothèse pour modéliser les zones d'effets thermiques générées. La situation était similaire au niveau du "hangar inflammables". Cela nécessiterait alors des moyens de défense incendie plus conséquents.

Depuis, comme cela a été constaté lors du tour terrain le 15 décembre 2025, aucuns travaux n'ont été menés au niveau de ces 2 stockages de récipients mobiles de liquides inflammables visant la limitation des surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite, et le respect des hypothèses de l'étude de dangers, alors que cela est imposé par arrêté préfectoral du 22/12/2010 encadrant

les activités de son site et rappelé par arrêté de mise en demeure du 23/05/2023.

L'exploitant a transmis de nouvelles modélisations dans l'EDD de 2025; cependant:

- les scénarios d'incendie au niveau du "hangar inflammables" dénommé dans cette EDD mise à jour "garage", et de l'"Aire extérieure en cours" dénommée dans cette EDD mise à jour "zone en cours (proche château d'eau)", ne précisent pas les géométries de stockage, alors que celles-ci sont prescrites dans l'APC du 14 avril 2021;
- les hypothèses de modélisation précisent une dimension de cuvette

- de 12,5 x10m pour le "hangar inflammables", sans que cette surface soit justifiée et délimitée sur le terrain;
- de 10 x9 m pour l'"Aire extérieure en cours", dimensions qui sont inférieures aux longueurs de stockage prescrites dans l'APC du 14 avril 2021, et non délimitées sur le terrain ;

L'inspection relève une problématique de cohérence des hypothèses prises pour la modélisation des phénomènes dangereux de feux de nappe avec les aménagements des stockages sur site. Aucun dispositif n'a été mis en place sur le terrain pour respecter les dispositions fixées par arrêté préfectoral (article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/04/2021), et maîtriser la surface maximale susceptible d'être en feu.

3e point de la mise en demeure:

Les stockages de liquides inflammables, désormais soumis à Déclaration sous les rubriques 1436, 4331 et 4734, sont encadrés par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié, et non plus par l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. La prescription consistant à solliciter le SDIS en vue d'un régime de non autonomie n'est plus applicable.

L'exploitant doit disposer d'un plan de défense incendie pour ses stockages de liquides inflammables, en application de l'article 4.3 de l'annexe I de l'AM 22/12/2008 modifié.

L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne incluant une stratégie de lutte contre l'incendie pour ses stockages de liquides inflammables, en réservoirs aériens comme en récipients mobiles. Il indique à l'inspection disposer de 230m³ d'eau, d'émulseurs et de poteaux incendie communaux à moins de 200m du site. Le site dispose de 13 équipiers de seconde intervention formés.

Aucun poteau incendie à proximité de STEINER n'est recensé dans le logiciel de défense extérieure contre l'incendie du SDIS. L'exploitant prendra contact avec le service prévision afin de les enregistrer.

L'exploitant doit disposer des mesures de débits en simultané qui seraient délivrées par les poteaux incendie proches du site en cas d'accident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le 3ème alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/05/23 n'étant pas respecté, l'inspection propose au préfet d'imposer à l'exploitant une amende et une astreinte financière,

avec un délai de carence de 6 mois pour la réalisation des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 6 mois